

À trois mois du G7, la Ville s'inquiète du flou autour du dispositif de sécurité

Sommet Craignant des débordements semblables à ceux du G8 en 2003, le Conseil municipal demande davantage d'anticipation.

Lorraine Fasler

Vitrines cassées, magasins pillés, bâtiments dégradés. Et si tout recommençait? À trois mois du sommet du G7, prévu du 15 au 17 juin à Évian-les-Bains (France), la Ville de Genève s'inquiète des conséquences que l'événement pourrait avoir sur son territoire. Mardi, une majorité de droite du Municipal, appuyée par les Verts, a soutenu une motion du MCG demandant d'anticiper d'éventuels débordements et de mieux protéger les commerces du centre-ville.

Souvenirs du G7 2003

Les motionnaires rappellent que Genève pourrait subir d'importants dégâts, le souvenir du G8 d'Évian de 2003 restant dans toutes les mémoires. À l'époque, entre 50'000 et 100'000 manifestants avaient défilé dans une ville transformée.

Face aux débordements des protestataires, Genève s'était muée en «décor de film d'action

dont elle n'avait pas lu le scénario», décrit le conseiller municipal UDC Alexandre Chevalier. La réparation des dégâts, notamment pour les vitrines de commerces, s'était chiffrée en millions.

C'est surtout le manque de communication du Département des institutions et du numérique (DIN), responsable de la sécurité dans le canton, qui inquiète les autorités municipales.

Ces dernières ont écrit deux fois au Conseil d'État – en novembre puis en février – afin d'être intégrées au dispositif de préparation. «À ce jour, nous attendons toujours une réponse», déplore Marie Barbey-Chappuis. Une situation que la conseillère administrative juge «peu élégante sur la forme et contre-productive sur le fond».

Contacté, le Département des institutions et du numérique (DIN), dirigé par la conseillère d'État Carole-Anne Kast, indique que le Canton suit les préparatifs du sommet «avec attention» et



En 2003, des casseurs avaient pillé des magasins, comme ici celui de la marque Lacoste à la place de la Fusterie, dans les Rues-Basses.

souligne être en attente d'informations plus précises de la part des autorités françaises.

La France donne le tempo

Plusieurs éléments restent à clarifier du côté français, notamment les itinéraires et les modes de déplacement des dirigeants internationaux après leur atterrissage probable à Genève. Mais aus-

si l'organisation – ou non – d'un éventuel lieu d'expression pour les opposants en marge du sommet, à Évian, ce qui pourrait canaliser une certaine contestation.

Les élections municipales en France, ainsi que la gestion simultanée de plusieurs dossiers sensibles de politique internationale, semblent retarder la clarification de ces points. «Nous atten-

dons de connaître le fil rouge pour savoir quel dispositif de sécurité préparé depuis des mois doit être actionné», précise Laurent Paoliello, porte-parole du DIN.

Quant à la grande manifestation du 14 juin voulue à Genève par la coalition No-G7, elle n'est pour l'heure «ni autorisée ni interdite en l'état», ajoute le communicant.

Le Canton espère pouvoir donner davantage de précisions «d'ici fin avril ou début mai». En attendant, les autorités renvoient habitants, médias et commerçants vers une page d'information sur le site de l'État de Genève qui sera régulièrement mise à jour.

Anticipation ou récupération

En Ville, les élus demandent à la Municipalité de cartographier les secteurs les plus exposés d'ici à la fin mars, de coordonner ses services et d'informer les commerces indépendants afin qu'ils puissent anticiper d'éventuels risques. «J'avais 11 ans lors du G8 de 2003, et je me rappelle avoir vu

ma mère protéger son commerce avec des planches en bois. Vais-je devoir faire de même?» interpelle Maxime Provini, qui tient à son tour un commerce au centre-ville.

Pour le socialiste Guilhem Kokot, le fond de la demande est juste, mais l'élu fustige «une récupération politique de la droite sous la forme d'un texte populiste» qui ne changera rien au travail déjà entrepris par Marie Barbey-Chappuis et la police municipale.

Le MCG souhaitait par ailleurs encourager une dimension créative autour de l'événement géopolitique, entre des habitants, des jeunes, des classes, des maisons de quartier ou des collectifs artistiques, «afin que la prévention soit aussi un geste civique visible», comme l'a souligné Lena Rey.

Ce point n'a pas convaincu: «Je me vois mal envoyer des classes du DIP dans les Rues-Basses pour dessiner sur les palissades des commerçants...» a ironisé Marie Barbey-Chappuis.

Laurent Guiraud (Archives)